

Journal de 20 heures

Les témoignages sont unanimes : l'armée rebelle ne s'est jamais livrée comme ses adversaires à des massacres systématiques de civils

Jean-Claude Nancy, Gauthier Rybinski, Loïck Berrou, Ulysse Gosset

TF1 chaîne de télévision française privée, 22 juillet 1994

Bernard Kouchner : « Le nouveau gouvernement de Kigali doit comprendre que c'est sa crédibilité qui est en jeu. Il faut rétablir la confiance pour que ces gens rentrent chez eux ».

[Jean-Claude Nancy :] [...] Rwanda, les équipes humanitaires sont débordées, les médecins des camps de réfugiés impuissants à endiguer l'épidémie de choléra. Dans ce journal, un important dossier consacré, donc, au Rwanda. Avec nos envoyés spéciaux en direct. Une interview du ministre Philippe Douste-Blazy avant son départ pour Goma. Et le cri d'alarme de Bernard Kouchner.

[...]

150 000 à 200 000 réfugiés rwandais risquent d'être victimes du choléra. C'est ce qu'affirme sur place un épidémiologiste. Les médecins des camps sont débordés, impuissants à endiguer l'épidémie. Résultat : ils sont souvent contraints d'attendre la phase ultime pour intervenir faute de logistique suffisante.

Ce soir il est impossible de dresser un premier bilan. On parle de plusieurs milliers de morts. À Goma, le reportage de nos envoyés spéciaux Gauthier Rybinski et Manuel Joachim.

[Gauthier Rybinski :] Le lac Kivu, au Zaïre [une incrustation "Goma, Zaïre" s'affiche à l'écran]. Ne vous y trompez pas : ce rivage paisible et l'ap-

parente nonchalance de ces gens cache la tragédie des réfugiés rwandais. L'eau est sale et ils n'ont d'autre choix que de la boire.

Le résultat le voici [on voit une pelleteuse creuser une fosse commune] : des charniers à n'en plus finir. Le choléra tue sans distinction d'ethnie. Il progresse tellement rapidement que les employés locaux des organisations humanitaires passent le plus clair de leur temps à jeter les cadavres dans des fosses communes. Celui-ci implore qu'on lui donne un chapeau. Ses yeux sont irrités et l'odeur est insoutenable.

Les militaires français de Goma se sont transformés en fossoyeurs [on voit deux militaires français devant une pelleteuse en train de creuser une fosse commune]. Et lorsqu'ils le peuvent, ils opèrent sans discontinuer. Ils sont là aussi pour rappeler que ce malheur n'est pas une fatalité, qu'il est avant tout le fruit de la guerre [on voit des médecins militaires en train de soigner un jeune enfant].

[Un jeune soignant militaire français : "Des gens, ça fait trois semaines, un mois qui ont..., qui ont été blessés et qui..., qui arrivent seulement maintenant. Avec souvent des choses très infectées. Au début c'était les machettes, des coups de machette sur, euh..., sur les gamins. On en a fait, je crois, peut-être une quinzaine. Enfin..., pfff..., c'est de la folie [il tousse]."]

Le Rwanda est désormais calme mais son peuple meurt en masse au Zaïre [gros plans sur des cadavres étendus sur le sol volcanique]. Au milieu de ce chaos, des militaires rwandais de l'ancien régime. Partiellement responsables des massacres de ces derniers mois, ils déambulent sur les routes, cherchant à poursuivre le combat et à attiser la haine parmi leurs frères [on voit des soldats des FAR assis à l'arrière d'un véhicule civil].

Mais le cœur n'y est plus. Ces Hutu, dont certains ont du sang sur les mains, sont anéantis par l'horreur qui se retourne aujourd'hui contre eux [on voit une rangée de cadavres d'enfants emmitouflés dans des couvertures]. Celui-ci vient de perdre son fils. Il nous dit que, finalement, mourir pour mourir, il préfère retourner au Rwanda.

Certains camps se sont dépeuplés aujourd'hui mais ce n'est pas synonyme de bonne nouvelle. La mort est passée par là, bien sûr, mais certains lui ont donné un coup de main.

[Catherine Lefebvre, "MSF Hollande" : "L'armée zaïroise, les..., les repousse tous vers le Nord, les fait remonter sur Kuvumba et Katale. Je peux pas dire que ça facilite aujourd'hui parce que tous les gens qui passent, ici, qui ont le choléra, s'arrêtent tous ici. Donc, euh... Et ça va pas faciliter parce que le choléra va se répandre à Kuvumba et Katale".]

La catastrophe n'a plus de borne [gros plan sur une femme en train de vomir]. Beaucoup l'avait prévue, mais personne ne croyait qu'elle prendrait l'allure de l'apocalypse.

[Jean-Claude Narcy s'entretient à présent avec Gauthier Rybinski et le docteur Florence Parent, en duplex de Goma.]

Jean-Claude Narcy : Gauthier Rybinski, euh, vous êtes l'un de nos envoyés spéciaux au camp de réfugiés de Goma. Vous avez... auprès de vu [sic], le..., le docteur Florence Parent, euh, de Médecins sans frontières. D'abord une question, Gauthier : le nouveau gouvernement rwandais, les responsables de l'ONU, le HCR exhortent les réfugiés à prendre le chemin de retour pour échapper à l'épidémie. Est-ce que la peur du choléra est plus grande que la peur des massacres ? Et ces réfugiés, d'ailleurs, ont-ils la force de rentrer chez eux ?

Gauthier Rybinski : Alors écoutez..., vous le savez, les..., il y a une immensité de réfugiés qui jusqu'à présent pensaient que le nouveau pouvoir à Kigali, le FPR, était un boucher sanguinaire. Jusqu'à présent on nous a dit : "Nous ne voulons pas rentrer. Nous allons nous faire massacrer". Vous savez également qu'il y a eu une propagande acharnée en ce sens, une radio – la Radio des Mille Collines – qui a toujours persuadé les gens que s'ils restaient chez eux, ils seraient massacrés. Alors c'est vrai qu'aujourd'hui il y a un léger revirement. On a rencontré un certain nombre de réfugiés qui nous disent : "Quitte à mourir – vous l'avez entendu dans ce reportage –..., quitte à mourir, autant mourir chez nous". Alors, il faut bien le dire, ce n'est pas parce que le FPR ne leur fait plus peur mais parce qu'ils se sentent profondément et désespérément abandonnés par la communauté internationale qui, il faut bien le dire, n'a pas fait grand-chose jusqu'à présent.

Jean-Claude Narcy : Gauthier, est-ce que Florence Parent est près de vous ?

Gauthier Rybinski : Oui tout à fait, elle est à côté de moi.

Jean-Claude Narcy : Oui, euh, docteur Parent, merci d'être avec nous ce soir. J'espère que vous m'entendez. Pour un million de réfugiés, combien avez-vous de médecins sur place ?

Florence Parent, "M.S.F.": Ben pour l'instant, euh, au niveau de MSF, on doit être, euh, je pense, une dizaine de médecins et beaucoup de personnels infirmiers. Également du personnel local. Mais de toute façon c'est nettement insuffisant par rapport à l'ampleur de la situation. Pour l'instant, j'étais, donc, dans le camp de Munigi. Le camp de Munigi se situe à à peu près huit kilomètres de Goma. À Munigi, pour l'instant, il y a réellement

une sélection naturelle qui se fait. C'est-à-dire que tous les enfants, tous les vieillards meurent à Munigi. Le matin quand on arrive au camp, la première chose que l'on fait, c'est ramasser les morts. On passe deux heures, toute l'équipe – expatriés et personnel local –, à ramasser les morts. Ce matin encore, on en a ramassé au moins 200. Ensuite on essaie d'un petit peu ranger le camp et de commencer à prendre en charge les patients. Mais on est tout à fait dépassé par la situation.

Jean-Claude Narcy : Alors, vous avez été les premiers à MSF à intervenir. Pourquoi, semble-t-il, les autres organisations humanitaires ont tant tardé ? On aurait pu éviter sans doute un certain nombre de victimes ?

Florence Parent : Oui, euh... Bon, au niveau de MSF, en tout cas, on s'est tous réuni. Donc on est vraiment MSF international pour l'instant, euh, dans une même maison. Et... il a fallu tout de même 24 heures pour nous-mêmes nous organiser. Parce que je pense que personne s'attendait à une si grande catastrophe. Donc, je pense que, aussi, les autres organisations ont besoin de quelques jours pour réaliser l'ampleur du désastre. Et, euh, qu'il faudra encore certainement quelques jours avant de pouvoir peut-être juguler la situation. Mais de toute façon, euh, l'épidémie, euh, ce n'est que le début pour l'instant, ça je suis sûre.

Jean-Claude Narcy : Quels sont les médicaments qui vous manquent le plus ?

Florence Parent : En fait, comme c'est essentiellement des cas..., des cas de déshydratation, c'est du choléra, c'est des dysenteries, c'est des gens qui n'ont pas à boire. Sur tout le chemin qui va en fait de Goma à Katala, où c'est le dernier camp de réfugiés, il n'y a pas d'eau. Ou il y a éventuellement de l'eau mais c'est de l'eau contaminée. Donc nos principaux besoins, c'est la réhydratation. C'est donc envoyer, euh, des cargos de, euh..., de kits choléra, du Ringer, du FRO. C'est réhydrater les gens et mettre des points d'eau. Donc les points..., principaux besoins, c'est la réhydratation.

Jean-Claude Narcy : Florence Parent, merci. Gauthier, euh, merci.

Edouard Balladur a réuni ce matin plusieurs membres de son gouvernement pour une réunion consacrée au Rwanda, justement. Il a demandé à deux de ses ministres – Philippe Douste-Blazy, celui de la Santé, et Lucette Michaux-Chevry, de l'Action humanitaire – de se rendre sur place pour y déployer l'aide médicale de la France. À quelques heures de son départ, Philippe Douste-Blazy au micro de Lucie Seboul.

[Philippe Douste-Blazy, "Ministre Délégué à la Santé" : - "Comme ce sont des populations qui manquent d'eau, euh, nous allons amener énormément

d'équipements d'eau pour faire boire un million de personnes. Car comme vous le savez, le principal risque aujourd'hui c'est l'épidémie de choléra. Il y a un mort par minute aujourd'hui, euh, dans..., dans ces camps, euh, chez ces populations réfugiées et déplacées. Donc, euh, j'ai demandé aux compagnies, euh..., privées, françaises, distributrices d'eau, de nous donner gratuitement, euh, du matériel. Ce qu'elles ont fait. Deuxièmement des médicaments et des produits de réhydratation car comme vous le savez, le choléra, c'est une bactérie qui..., que l'on trouve dans l'eau ou dans les aliments et qui ensuite entraîne des diarrhées, une dysenterie terrible. Et donc une déshydratation". Lucie Soboul : - "Est-ce que la France a l'intention d'inciter ses voisins européens et la communauté européenne à la suivre sur ce chemin de l'aide humanitaire?". Philippe Douste-Blazy : - "Je crois qu'il est très important que les pays européens, que les États-Unis se mobilisent pour une solidarité internationale. C'est..., il peut y avoir une faillite humanitaire s'il y a une faillite de la communauté internationale. Mais ce n'est pas une faillite humanitaire aujourd'hui. C'est une faillite de la solidarité internationale. Et je crois qu'il faut que, les uns et les autres, tous les Européens, les Américains, tous les pays riches comprennent qu'il faut aller là-bas pour sauver ces gens".]

[Jean-Claude Narcy :] Bernard Kouchner, à nouveau député européen, prône, lui, l'intervention immédiate d'une force de sécurité civile européenne. L'ancien ministre de l'Action humanitaire était il y a quelques instants, ici même, sur ce plateau.

[Interview de Bernard Kouchner par Jean-Claude Narcy.]

Bernard Kouchner : Je pense deux choses : d'abord qu'on croit avoir atteint le comble de l'horreur et puis c'est jamais atteint. Y a toujours pire, n'est-ce pas. Et puis je sais, malheureusement, qu'il faut ces images pour faire réagir l'opinion publique et réagir plus encore les politiques. Et c'est cette zone rouge insupportable qu'il faudrait un jour briser. Il faut que l'horreur s'installe chez nous pour qu'enfin on se dise : "C'est notre responsabilité".

Jean-Claude Narcy : Vous allez repartir la semaine prochaine au Rwanda. Vous êtes un homme les mains vides. À quoi ça peut servir ?

Bernard Kouchner : Si je suis les mains vides je n'y repartirai pas ! Mais il y aura cette réunion de la Commission du développement et de la Commission de Bruxelles, lundi [25 juillet], sur le Rwanda. Et j'espère qu'il se dégagera d'autres moyens ! Y a déjà beaucoup d'argent ! Près de 100 millions d'écus qui ont été donnés pour le Rwanda. Y en aura d'autres et il y aura un plan d'urgence. Il faut absolument et traiter sur place et surtout, je crois, s'occuper du retour de ces réfugiés. L'Europe est concernée ! Il y a des moyens

qu'on connaît en Europe. Il y a les sécurités civiles, il y a du génie, il y a les Bioforces, en tout cas françaises ! Il faut absolument que les gouvernements se bougent. C'est notre responsabilité. Et singulièrement de la France, bien sûr. Mais l'Europe peut faire beaucoup. Les ONG font ce qu'elles peuvent ! Les volontaires, les médecins, tout ça est... très important. Il faut un pont aérien plus important ! Il faut une noria de camions. Mais il faudrait des millions de litres d'eau ! Et il y en a 200 000. Qui n'a pas vu un enfant atteint du choléra mourir dans ses mains en une heure ne se rend pas compte de la vitesse de l'urgence pour chacun de ces cas. C'est pas possible de les traiter ! Il faut essayer de le faire, il faut le faire ! Mais il faut surtout qu'ils reviennent chez eux.

Jean-Claude Narcy : Alors plusieurs membres du gouvernement rwandais doivent arriver à Goma, ce soir, pour tenter de convaincre les réfugiés, euh, de rentrer chez eux. Pas facile lorsque la peur tourne au fantasme collectif, lorsqu'elle est entretenue par la propagande à la radio, où l'on évoque le FPR qui pollue les eaux, qui éventre les femmes enceintes. Loïck Berrou.

[Loïck Berrou :] Depuis le lundi 4 juillet, le jour de la prise de Kigali, ils se sont mis en marche par dizaines de milliers. Butare, Ruhengeri, Gisenyi, au fur et à mesure de l'avancée du FPR, le flot s'est grossi pour atteindre trois millions de personnes en moins de 15 jours. Un exode sans précédent [diffusion d'images de réfugiés en train de fuir et vue aérienne sur un énorme camp de réfugiés]. Leur seul moteur : la peur. Une peur qui tient en trois lettres : FPR, Front patriotique du Rwanda.

Une peur justifiée quand on est milicien hutu ou soldat de l'armée gouvernementale. Quand on a sur les mains le sang du génocide. Ceux-là sont condamnés par le FPR. Ils le savent et ont entraîné dans leur fuite une population que jusqu'alors ils protégeaient, et qui leur sert aujourd'hui de bouclier [on voit passer, au milieu des réfugiés, des véhicules militaires et une auto-mitrailleuse des FAR]. Ils avaient tout intérêt à diaboliser les rebelles.

[Un "réfugié Hutu" [une incrustation "Butare, Rwanda, 10 juillet 1994" s'affiche à l'écran] : "Les gens évidemment avaient peur. Parce que, euh..., la propagande était, euh..., anti-FPR. On disait que les gens..., les soldats du FPR crèvent les yeux, qu'ils... décapitent, hein, qui coupent les seins des femmes, etc., etc. C'est ce qui a fait d'ailleurs que des centaines de milliers de gens ont fui !".]

Le FPR, certes, a aussi procédé dans les zones qu'il contrôle à des déplacements massifs de population, comme ici à Bugesera [on voit des villageois assis en train d'écouter des consignes]. Certes il a recouru dans ces camps ou

stades où il regroupe les rares Hutu qui n'ont pas fui à des exécutions sommaires [on voit des réfugiés, dont des enfants, dans les tribunes d'un stade]. Mais les témoignages sont unanimes : l'armée rebelle ne s'est jamais livrée comme ses adversaires à des massacres systématiques de civils [on voit deux soldats du FPR marcher dans une rue déserte].

Cela, les milliers de victimes de l'exode et du choléra ne le savaient pas. Ils ont obéi à une peur panique nourrie par la rumeur et par une voix : celle de Radio Mille Collines [on entend le speaker de la RTLM]. Émettant depuis Kigali puis Gisenyi, la radio des milices hutu déversait depuis trois mois un flot de haine et de propagande sur une population affolée et largement analphabète [on voit des civils postes de radio en main]. C'est elle qui a conduit la foule vers l'exil du Zaïre. C'est la fuite ou la mort disait alors Radio Mille Collines. À Goma aujourd'hui, la fuite et la mort se sont rejointes.

[**Jean-Claude Nancy reprend son interview avec Bernard Kouchner.**]

Jean-Claude Nancy : On vient de le voir, y aurait pas eu de choléra si y avait pas eu de concentration massive de population.

Bernard Kouchner : Sûrement.

Jean-Claude Nancy : Aujourd'hui que peuvent faire les médecins sur place ?

Bernard Kouchner : D'abord arrêter cette radio ! Faire taire ces assassins ! C'est eux qui ont préparé le génocide ! C'est une mesure d'assistance à personnes en danger ! Une mesure internationale nécessaire ! Arrêter cela ! Je les connais, je les ai vus, j'ai été parler dans cette radio ! Il faut les arrêter. Ce sont les responsables en partie de ce qui s'est passé. Et puis, encore une fois, la solution gouvernementale française ! Y a une action humanitaire avec des moyens qu'on connaît bien : Bioforce française militaire et civile, service de, euh..., européen, service civil. C'est d'ailleurs unités civiles [sic] qui ont des moyens différents des ONG ! Il y a des unités du génie, il y a tous ces moyens dont on peut disposer à côté des ONG. Mais surtout, même si on doit essayer de sauver des vies, il faut établir ce qu'on a déjà fait au Kurdistan ! L'armée française sait très bien le faire ! Avec le FPR ! Avec évidemment un accord politique, et aidé par la MINUAR – mais les Français sont sur place en attendant les autres –..., établir des relais humanitaires ! Rétablir la confiance pour que ces gens rentrent chez eux dans un pays où y a de l'eau qui n'est pas polluée, où il y a des maisons où ils vivaient tranquillement. C'est-à-dire un confort médical, un confort matériel et une protection pour les inciter – pas les forcer mais les inciter – à rentrer chez eux. On l'a fait dans des difficultés

terribles pour les Kurdes. On peut le faire là, on doit le faire là! Sinon ils meurent.

Jean-Claude Narcy : Alors vous venez de parler du gouvernement. Le Premier ministre a demandé à Monsieur Douste-Blazy, euh..., de se rendre sur place pour déployer l'aide médicale de la France.

Bernard Kouchner : Eh bah c'est très bien! Et... il y a des EMMIR, il y a des tas d'unités. Encore une fois, je les ai pas toutes nommées. Mais il y en a beaucoup. Eh bah c'est très bien qu'il s'occupe d'action humanitaire Monsieur Douste-Blazy. J'espère qu'il réussira. Mais l'effort doit être non seulement français immédiatement et aussi le FPR, le nouveau gouvernement de Kigali, doit comprendre que c'est sa crédibilité qui est en jeu. On va pas refaire l'Histoire, on va pas s'intéresser aux fautes passées, ni le..., ce..., ce..., dont la France est responsable, ni ce que le FPR a fait, ni le génocide. C'est pour plus tard, ça. Mais en attendant, il faut comprendre pourquoi ces gens ne veulent pas rentrer chez eux et leur redonner suffisamment confiance...

Jean-Claude Narcy : Parce qu'ils ont peur. Parce qu'ils ont peur...

Bernard Kouchner : Parce qu'ils ont peur. Alors il faut briser cette peur. Il faut qu'avec les chefs locaux, avec une incitation politique de proximité, on les..., comment dirais-je, on leur rende suffisamment de confiance pour qu'ils rentrent chez eux à travers ces relais humanitaires disposés avec les soldats français. Puisqu'ils sont sur place! Il faut un accord du FPR. Sinon, c'est une hécatombe par dizaines ou centaines de milliers de plus! Et comme si d'un côté après le génocide il y avait cette punition incroyable qu'était le choléra, qui n'est pas intervenu depuis si longtemps.

Jean-Claude Narcy : On parle d'ailleurs de 50 000 cas si on n'intervient pas rapidement. Et Médecins sans frontières vient de lancer un appel pour trouver des médecins, pour trouver de l'argent.

Bernard Kouchner : Mais ils ont raison! Mais ce sera trop tard si on ne s'emploie pas dès maintenant à les faire rentrer chez eux avec ces relais humanitaires. Installation! Exigence de l'installation – grâce au gouvernement français, grâce à l'Europe, grâce à tout le monde, et à l'ONU bien sûr, avec la MINUAR, les soldats sont sur place! – de ces relais qui permettraient aux enfants et aux familles – même si c'est une famille sur deux! – de rentrer.

Jean-Claude Narcy : Merci Bernard Kouchner.

Pour savoir si l'appel de Médecins sans frontières a été entendu et si la mobilisation est forte, Lisa Verdiani et Michel Anglade sont allés au siège de l'association humanitaire.

[Lisa Verdiani :] Le siège de Médecins sans frontières est en ébullition.

Le téléphone ne cesse de sonner : 3 000 appels depuis hier [21 juillet]. Mais seulement 150 médecins prêts à partir et 400 infirmières. La plupart n'ont aucune expérience de l'humanitaire.

[Guillaume Thierry, "Anesthésiste" : "Est-ce que je vais être utile ? Je l'espère. J'espère que je vais être utile, euh... [silence], je crois qu'ils sont dans un désert médical, euh..., vis-à-vis duquel on ne peut que être utile, ponctuellement".]

Avant d'être choisis, les médecins doivent répondre aux questions des responsables de MSF. Un entretien qui permet de mieux les connaître et de savoir s'ils feront face aux situations sur le terrain.

[Régis Courmont, "Chargé de recrutement M.S.F." : "On aborde très vite, euh, les motivations, pourquoi..., pourquoi ces gens sont..., ont répondu à cet appel. Et on essaie de voir, euh..., de..., de..., euh, c'est, c'est une grande histoire de feeling, hein".]

Dernière étape avant le grand départ : une réunion où l'ensemble des opérations et de la logistique est expliqué. Car la première des missions sur place sera de s'organiser pour être efficace. Et l'absence d'expérience n'est pas forcément un handicap.

[Xavier Emmanuelli, "Co-Fondateur de M.S.F." : "MSF c'est fait pour ça, justement, pour, euh..., accueillir, euh, des nouveaux. Puisque MSF s'est toujours construit, euh, par vagues. Faut les encadrer. Je pense que..., chaque..., chaque cadre peut encadrer au moins trois personnes. Donc, c'est une sorte de..., d'école de terrain".]

Malgré toutes les bonnes volontés, MSF sait que cela ne suffira pas. L'association espère que les réfugiés rwandais rentrent chez eux et surtout que les États interviennent.

[Jean-Claude Narcy interviewe à nouveau Florence Parent.]

Jean-Claude Narcy : Florence Parent, vous êtes toujours avec nous. Merci d'être avec nous depuis le début de ce journal. Vous avez entendu les reportages, vous avez entendu Monsieur Kouchner, vous avez vu qu'MSF recrute de..., de nouveaux médecins. De quoi avez-vous besoin actuellement ?

Florence Parent, "En direct de Goma" : Mais, euh, essentiellement du matériel logistique comme je vous l'ai déjà dit. Donc essentiellement de camions-citernes d'eau. Mais également de personnels expatriés pour venir un petit peu nous seconder pour, euh, superviser le travail, euh, sur le terrain. Et de toute façon je pense que le problème de personnels non, euh, quali..., enfin non expérimentés, n'est pas un réel problème. Parce que ce qu'on fait, finalement, ce n'est pas vraiment du curatif. C'est surtout, surtout organiser

le travail, essayer de motiver, euh, le personnel à, euh, travailler avec nous, à mettre des perfusions, euh, à réhydrater les gens. Donc, pour finir, même si on n'a pas d'expérience, c'est surtout une motivation qui est nécessaire de la part du plus de..., le plus de personnes possible. Voilà.

Jean-Claude Narcy : Alors le..., le Président américain Bill Clinton vient de décider d'envoyer là-bas quelque 20 millions de sachets de sel de réhydratation..., de réhyda-tration..., pardon. C'est important pour vous ?

Florence Parent : Oui sûrement. D'ailleurs aujourd'hui on était, justement, encore en... presque rupture de stock de FRO. Et, euh..., pour le Ringer, donc la perfusion, euh, on en a eu, euh, vraiment tout juste cet après-midi. Un cargo est arrivé. Mais on est tout le temps vraiment en limite au niveau du matériel de réhydratation. Donc je pense que c'est en effet très, très important.

Jean-Claude Narcy : Florence Parent, merci et..., et bon courage et bravo pour votre magnifique aide.

Selon le ministère des Affaires étrangères, la France exclut une prolongation de son intervention au-delà du 22 août, date à laquelle expire le mandat de deux mois que lui a confié l'ONU. L'ONU comme les Américains qui voudraient bien que le gouvernement français prolonge cette opération Turquoise. À Paris, on étudie d'ailleurs la possibilité de renforcer le volet humanitaire de notre action.

À Washington – je viens de le dire – Bill Clinton a décidé une augmentation immédiate et massive aux réfugiés rwandais. Le Pentagone va accroître le nombre de vols humanitaires. Et puis 20 millions de sachets de sel de réhydratation seront envoyés dans les 48 heures pour lutter, donc, contre le choléra. Une correspondance d'Ulysse Gosset aux États-Unis.

[Ulysse Gosset :] "Un Rwandais meurt chaque minute dans les camps" a expliqué le Président aux Américains en demandant à toute la nation de se mobiliser [une incrustation "Bill Clinton, Président des États-Unis" s'affiche à l'écran]. "Nous sommes confrontés à un drame effrayant" a dit Clinton. "L'afflux des réfugiés à travers les frontières a créé ce qui pourrait être la crise humanitaire la plus grave de toute une génération" [on voit et on entend Bill Clinton s'exprimer en anglais lors d'un point presse à la Maison blanche].

Une cellule d'urgence travaille déjà à la Maison blanche en liaison avec les généraux du Pentagone. Pour donner à boire, à manger, pour soigner les réfugiés, Washington débloque 100 millions de dollars, 500 000 millions de francs environ. Par exemple, 20 millions de sachets de sel de réhydratation vont être distribués dans les 48 heures pour lutter contre le choléra [gros plan

sur un visage d'enfant à l'agonie]. Et surtout un pont aérien devrait être mis en place 24 heures sur 24 entre Francfort en Allemagne et l'Ouganda, où une base logistique sera installée. Explication de l'engagement.

[Jim Hoagland, "Éditorialiste - 'Washington Post'" : "Je crois que le Président était obligé, du point de vue des relations publiques, si vous voulez, mais aussi du point de vue humaine [sic], du point de vue moral, d'essayer, euh..., de..., au moins réduire la souffrance de ces gens. Pour Clinton, euh, c'est assez grave si on commence de dire : 'Les Américains n'ont rien fait et même, les Américains ont empêché les ass..., les Nations unies de faire quelques chose il y a un an'".]

Le dispositif américain est actuellement de 1 500 hommes. Mais plusieurs milliers de soldats pourraient être sur place à la fin du mois [diffusion d'images de GI]. Parallèlement, Washington veut soutenir les efforts des Nations unies.

[De Washington, Ulysse Gosset, face caméra : "Pas question pour Bill Clinton d'envoyer des soldats au Rwanda pour l'instant. Pas question de parler de relève des soldats français. Le Président des États-Unis s'engage, c'est vrai. Mais il va aussi tout faire pour éviter d'être pris dans un engrenage à la somalienne".]

[Jean-Claude Narcy reprend son interview avec Florence Parent.]

Jean-Claude Narcy : Florence Parent, ça doit vous reconforter cette mobilisation internationale, même si elle est un peu tardive ?

Florence Parent : Euh..., oui. Mais je suis un petit peu étonnée sur le terrain parce que, nous, on a toujours l'impression d'être quand même, euh, relativement seul. Euh..., par exemple encore aujourd'hui, les cadavres sur la route, euh, ils sont toujours présents quand on revient le soir. Peut-être pas entre Goma et Munigi mais entre Munigi et Katale qui se trouve encore à 20 kilomètres, même 30 kilomètres plus loin. Y a toujours des centaines et des centaines de cadavres qui sont toujours pas ramassés. Or on sait que le choléra est quelque chose de très contagieux, que ces cadavres devraient être, euh, vraiment, euh, mis dans des plastiques sitting, euh, qu'il y ait de la chaux vive qui soit mis dessus également. Donc, euh..., on se sent quand même encore plutôt seul au niveau du terrain. Ça oui.

Jean-Claude Narcy : Florence Parent, merci.